



APPEL DU CONGRÈS

***Nous sommes majoritaires à exiger le retrait
du projet de loi Macron sur les retraites.
Ni points, ni âge pivot, ni pour nous, ni pour nos enfants !
Catégorie active pour tou.te.s, privé et public.
Participons massivement aux grèves et manifestations.
Nous ne suivrons pas Macron et son berger !***

Notre congrès est réuni alors que depuis plusieurs semaines, de nombreux travailleurs sont mobilisés pour le retrait du projet de loi prévoyant d'imposer un système de retraites par points. Contrairement à ce que le gouvernement ne cesse de déclarer, la mobilisation est toujours bien réelle. La grève engagée le 5 décembre se poursuit sans relâche. La mobilisation s'étend à tous les secteurs : RATP, Cheminots, Energie, Enseignants, Ports et Docks, Avocats, Opéra, CARSAT ... Par la grève et les blocages, des millions disent depuis 55 jours :

« *Nous ne nous laisserons pas faire les poches, Macron doit retirer son projet.* »

Ce projet de loi est bien un pilotage automatique pour baisser les pensions et reculer en permanence l'âge de départ à la retraite.

Les mensonges de Macron ont fait long feu qu'il s'agisse :

- du financement,
- de l'âge pivot,
- de la disparition de la catégorie active sous prétexte de prise en compte de la pénibilité
- des soi-disant avancées pour les femmes (aggravation de la dépendance économique, droits familiaux remis en cause, baisse du montant de la pension de droit direct et de la pension de réversion, remise en cause du droit du divorce...).

Macron prétend nous imposer un cadre contraint où on ne peut discuter que des conditions d'application dans son cadre budgétaire. ***Nous l'avons réaffirmé, le préalable c'est le retrait immédiat et total de ce projet.***

Nous avons des propositions : augmentation des salaires, dégel du point d'indice ..

Nous avons également débattu des attaques contre la santé privée et publique, l'hôpital et le médico-social, qui sont multiples et d'une violence effroyable :

- fermetures de lits, de postes, de services et hôpitaux à l'occasion de la mise en place des GHT
- mise à la rue de jeunes par manque de places dans les centres d'accueil, etc.

Depuis bien longtemps, nos secteurs sont mobilisés. L'argent des retraites et de la sécurité sociale est à nous. Hors de questions que les requins de la finance s'en emparent et marchandisent nos secteurs.

.../...

Pendant tous nos débats, nous avons rappelé l'importance de faire le lien entre les revendications spécifiques dans la santé - action sociale et le combat pour le retrait du projet de loi de retraites par points. Le retrait de ce projet sera un formidable point d'appui pour tous les secteurs.

Nous avons aussi réaffirmé des revendications urgentes :

La remise en cause des diplômes en vue des privatisations est aussi un autre objectif du gouvernement. Nous nous y opposons et sommes attaché.e.s à la qualité de la formation, aux diplômes d'État remparts contre la privatisation de notre secteur et garants de salaires corrélés au niveau de diplômes, non basés sur la subjectivité de l'évaluation au mérite.

Plusieurs délégué.e.s ont rappelé leur souhait de pouvoir s'appuyer sur l'UFMICT et la Fédération en vue d'avancer avec leurs collègues sur leurs revendications spécifiques afin de faire respecter leurs conditions de travail, leurs rémunérations.

Le fonctionnement des collectifs professionnels de l'UFMICT, en lien avec les USD, doit pouvoir être amélioré et doit pouvoir constituer un point d'appui.

Nous avons réaffirmé : **En défendant nos retraites, nous défendons la sécurité sociale face aux appétits des banques et autres BlackRock qui veulent tout privatiser et marchandiser.**

Dans tous ces domaines, Macron est isolé : le rejet du projet destructeur de Macron est immense : 61% de la population veut son retrait. Dans les conseils d'administration des caisses, il ne s'est pas trouvé une seule voix pour approuver ce projet, même le Conseil d'État, pourtant lié au pouvoir, vient de mettre une gifle à Macron en pointant 46 cas d'inconstitutionnalité.

Le gouvernement est isolé. Sa seule réponse est la répression. La répression policière qui avait commencé au moment de la Loi El Khomri, puis contre les manifestations écologiques, s'est généralisée au moment des gilets jaunes et est désormais utilisée systématiquement.

Parallèlement, les pressions, les menaces contre les manipulateurs radios (arrêt du codage), contre les travailleurs d'EDF (cf. coupures), toutes ces intimidations visent à faire baisser la tête de tou.te.s celles et ceux qui résistent.

Le secteur de la santé est en lutte depuis un an. Avec un mépris incroyable, Macron et Buzyn répondent : Travaillez 7 ans de plus !!

Le gouvernement entend passer en force : l'essentiel des dispositions de la loi de la retraite par points serait pris par ordonnance ou par décret. C'est un chèque en blanc !

Nous avons la responsabilité de peser de tout notre poids contre l'éparpillement des luttes, synonyme d'affaiblissement. Nous devons fédérer toutes ces grèves, dans la santé et l'action sociale, et continuer tou.te.s ensemble pour arracher cette victoire. Nous ne gagnerons pas seul.e.s, chacun.e dans notre coin. **La généralisation du mouvement doit permettre, dans les AG, par la grève, les manifestations, avec des millions, d'améliorer notre système de santé actuelle et d'arracher le retrait du projet de loi de la retraite par points.**

Les Sept-Laux, le 30 janvier 2020.